

# 2022 Revue annuelle des votes



**MARS 2023**

# Revue **Contenu.** annuelle des votes



**Qu'avons-nous observé en 2022 ?** 6

---

**Zoom sur le Climat** 8

---

**2022 : Analyse par les chiffres** 12

---

**Statistiques : Nos votes par thème** 16

---

**Actionnariat actif** 20

---

**Votes sur des résolutions sensibles** 24

---

**Que nous réserve 2023 ?** 40

---

***En tant que gestionnaires responsables pour le compte de nos clients, l'exercice actif et diligent de nos droits de vote est un élément essentiel de l'engagement de «Conviction et Responsabilité» de Candriam.***

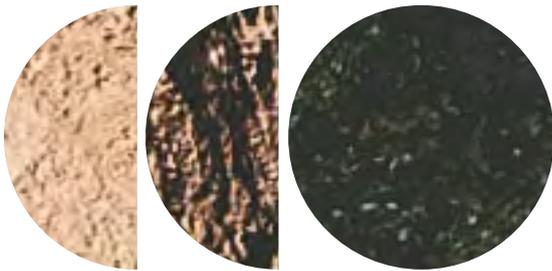
***L'exercice du «stewardship» joue un rôle important dans le maintien et le renforcement de la gouvernance d'entreprise, dans l'exercice des droits des actionnaires, dans la transparence et dans la communication de nos valeurs aux entreprises dans lesquelles nous investissons pour le compte de nos clients. Associé à nos programmes d'engagement stratégique, si nécessaire, le vote peut nous aider à exprimer nos opinions ou à signaler notre désaccord sur des questions spécifiques aux entreprises dans lesquelles nous sommes investis.***

***Le vote et ses activités connexes font partie intégrante de notre philosophie en matière de développement durable. Notre politique de vote est conçue et mise à jour pour tenir compte des questions émergentes, non seulement en matière de gouvernance d'entreprise, mais aussi dans le domaine environnemental et social. La responsabilité et la transparence sont les piliers de notre politique de vote, comme le démontrent les résultats de nos votes en 2022. Lors de nos votes, nous respectons notre obligation fiduciaire envers nos clients et nous évaluons si les entreprises respectent les normes de gouvernance d'entreprise internationalement reconnues.***

***Le 17<sup>e</sup> rapport annuel de vote détaille nos activités de vote en 2022, qui constituent une part importante de notre rôle d'actionnaire actif et responsable.***



# Qu'avons-nous observé en 2022 ?



## Les résolutions d'actionnaires se multiplient

Le nombre de résolutions déposées par les actionnaires a augmenté, faisant de 2022 *'l'année du débat'*.

**Cette augmentation est due aux questions relatives au capital humain et au climat.** Au total, nous avons voté 732 résolutions d'actionnaires, soit une augmentation de 25 % par rapport à 2021. Les propositions à caractère social ont constitué les deux tiers de cette augmentation (186 propositions en 2022 contre 99 propositions en 2021). L'année a également apporté de nouveaux sujets de conversation, notamment l'équité raciale, les droits civils, l'égalité salariale entre les hommes et les femmes, la transparence fiscale et les droits génésiques.

Des questions environnementales concrètes ont également été abordées lors des assemblées générales, notamment l'adoption d'objectifs spécifiques pour la réduction des émissions du scope 3, l'alignement sur des scénarios «net zéro» et l'interdiction du financement des combustibles fossiles. Parmi les propositions liées à la gouvernance en 2022, les actionnaires ont exercé une pression croissante pour que soit divulgué le rapport entre la rémunération du PDG et le salaire médian des travailleurs. L'objectif est d'améliorer la clarté sur l'alignement entre la rémunération

du PDG et celle du employés, et de proposer un éclairage sur les stratégies de gestion du capital humain – et éventuellement d'influencer la façon dont les autres parties prenantes perçoivent l'entreprise. Il convient de mentionner qu'en l'absence d'éléments détaillés sur le contexte, la comparaison de ce ratio entre les entreprises peut être trompeuse, car la structure et le type d'activité, la présence géographique, etc. peuvent influencer sur le ratio global. On attend des entreprises qu'elles rendent compte des paramètres utilisés dans le calcul du ratio de rémunération et, idéalement, qu'elles reflètent les différences de rémunération entre les régions.

Alors que les actionnaires se concentrent de plus en plus sur un large éventail de sujets sociaux et environnementaux, nous voyons également davantage de propositions qui touchent à plus d'un pilier de l'ESG (facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance). Parmi les exemples de la saison de vote 2022, on peut citer les propositions visant à modifier les statuts des entreprises pour qu'elles deviennent des sociétés d'utilité publique, qu'elles mettent en place des comités climat/ESG, qu'elles incluent des paramètres ESG dans les politiques de rémunération des dirigeants et qu'elles accroissent la représentation des salariés au niveau du conseil d'administration.

## Le vote sur la rémunération des dirigeants est devenu plus important

Parmi les résolutions soutenues par la direction, le soutien des actionnaires aux résolutions "say-on-pay" des entreprises a diminué, tandis que les attentes des actionnaires en matière de divulgation des rémunérations ont augmenté de manière significative. Alors que la nouvelle réglementation a pris de l'ampleur en Europe, les entreprises s'efforcent toujours de fournir suffisamment d'informations pour permettre aux investisseurs d'évaluer si la rémunération est justifiée par les

performances, en particulier les éléments non financiers. La divulgation ex post a été privilégiée par les directions pour préserver les informations confidentielles ; cependant, nous constatons toujours que la divulgation ex post des objectifs et des niveaux de réalisation est incomplète.

Cette situation s'est avérée problématique, en particulier lorsque la rémunération comprend des paramètres non financiers qui, en théorie, devraient favoriser la rémunération des performances. Les investisseurs s'attendaient à ce que l'inclusion d'indicateurs ESG établisse un lien entre la performance globale de l'entreprise et la rémunération des dirigeants. Toutefois, en l'absence d'informations suffisantes sur les indicateurs clés de performance effectivement utilisés, ainsi que sur les objectifs et leurs niveaux de réalisation, l'inclusion d'indicateurs ESG risque d'être considérée comme une action "pour cocher la case". Lors de nos dialogues avec les entreprises, nous encourageons vivement les entreprises à inclure des mesures non financières qui soient *transparentes*, *pertinentes*, *stimulantes* et *mesurables*. En d'autres termes, des indicateurs de performance clés pertinents.

Bien qu'il soit inhabituel pour les investisseurs, y compris Candriam, de sanctionner les entreprises sur la base d'un manque d'indicateurs ESG dans les plans de rémunération, le manque d'indicateurs pertinents (y compris, mais pas seulement, les indicateurs ESG) est porté à la connaissance des entreprises à travers les préoccupations que nous exprimons sur le manque d'alignement de la rémunération sur la performance au cours de nos dialogues avec les directions d'entreprise. Pour refléter les résultats de nos engagements, les indicateurs ESG qui ne démontrent pas un lien clair avec la stratégie de l'entreprise sont examinés dans le cadre de nos votes sur les sujets relatifs à la rémunération.

## Élection des directeurs : Des progrès ont-ils été réalisés en matière de diversité ?

Lorsque nous nous sommes opposés à l'élection des administrateurs, c'était principalement en raison du manque de diversité du conseil d'administration, des lacunes en matière de contrôle, de l'absence de gestion des risques climatiques,

de la sur-représentation<sup>1</sup> et du manque de réactivité face aux activités d'engagement. La diversité du conseil d'administration ne se limite pas à la diversité des sexes ou des origines ethniques des membres du conseil, mais s'étend également à la diversité des *compétences* pour permettre au conseil de mieux identifier les principaux défis de l'entreprise et d'adopter une approche plus qualifiée en matière de supervision.

La diversité des compétences comprend la demande croissante des investisseurs d'inclure des administrateurs possédant les compétences et les qualifications nécessaires pour relever les défis climatiques des entreprises et pour superviser les facteurs ESG importants. Parce que l'un des outils les plus puissants pour susciter le changement est de demander des comptes aux administrateurs par le biais du vote sur les élections des administrateurs, nous signalons de plus en plus souvent nos préoccupations par le biais de cet élément de vote. Au cours de l'année 2022, nous avons voté contre l'élection de 16 administrateurs dans 13 entreprises, en particulier pour avoir omis de superviser efficacement la gestion des risques ESG pour l'entreprise et ses actionnaires.

Nous attendons également des entreprises qu'elles prennent sérieusement en compte les préoccupations soulevées par les investisseurs sur les résolutions "say-on-pay" et qu'elles tiennent compte de tout désaccord enregistré précédemment sur ces sujets. En 2022, nous nous sommes opposés ou avons sanctionné 15 administrateurs dans 11 entreprises où le conseil d'administration n'a pas fourni de détails sur les mesures prises pour répondre au désaccord sur les propositions relatives à la rémunération de l'année dernière.

## Les actionnaires ont-ils davantage leur mot à dire sur les stratégies climatiques ?

Le "Say on climate" est incontestablement un sujet en plein essor, passant d'un "simple" sujet environnemental à une question de gouvernance à part entière. C'est pourquoi nous consacrons une section entière de notre nouvelle politique de vote [2023](#) au "vote climatique" et publions davantage de détails "climatiques" sur la saison de vote 2022 (voir la section suivante).

<sup>1</sup> Les administrateurs potentiellement surchargés car siégeant à un trop grand nombre de conseils d'administration.

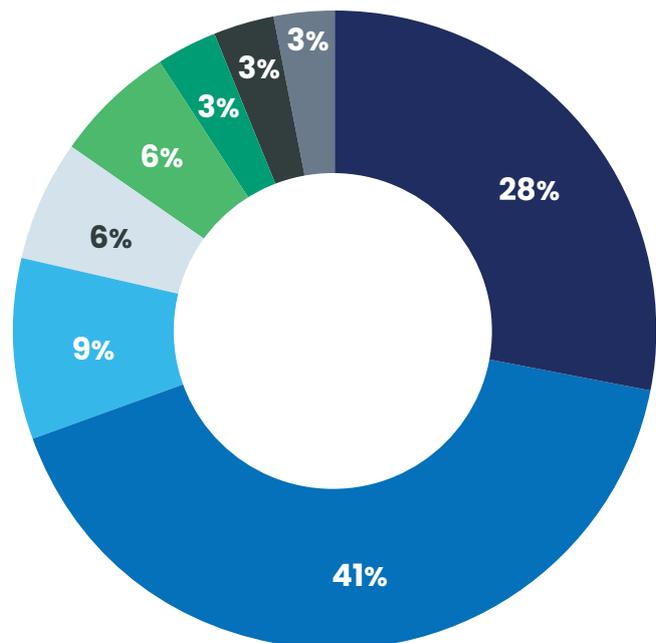
# Zoom sur le climat.

## La tendance "Say-on-Climate" : Avons-nous atteint les limites du système ?

Après une explosion des résolutions Say-on-Climate (SOC) en 2021, où des résolutions consultatives soutenues par la direction demandaient aux actionnaires d'approuver les plans de transition climatique et les progrès des entreprises, la tendance s'est poursuivie en 2022. Candriam a eu l'occasion de voter sur 32 d'entre eux en 2022 (contre 19 en 2021), et nous avons analysé et voté sur chacun des 32.

### Say-on-Climate 2022\* Répartition géographique

■ France
■ Royaume-Uni
■ Espagne
■ Canada
■ Australie
■ Norvège
■ Irlande
■ Suisse



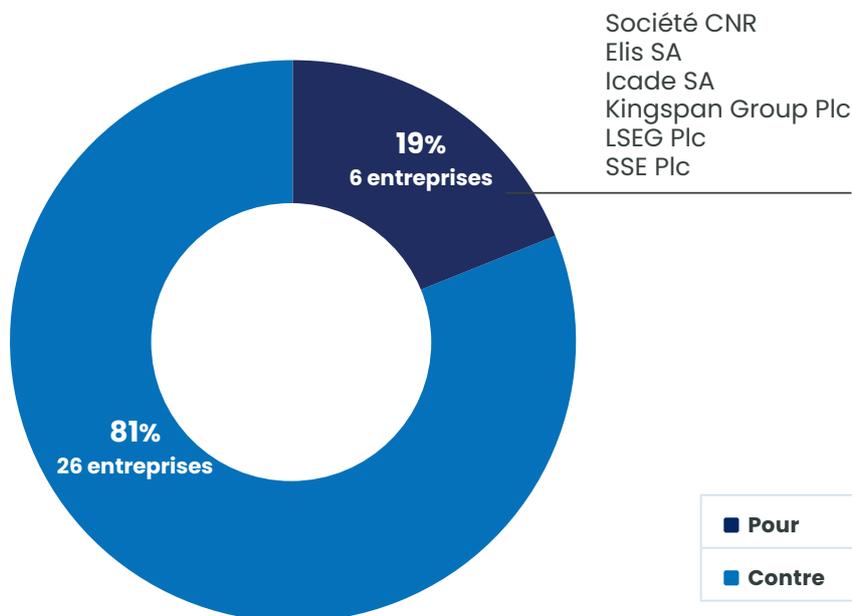
(\*) Sauf mention contraire, la source est Candriam.



Deux tiers des SOCs votés par Candriam en 2022 étaient des assemblées générales d'émetteurs basés au Royaume-Uni ou en France.

## Say-on-Climate 2022

### Répartition des instructions de vote



Cependant, le niveau de soutien de Candriam en 2022 diffère considérablement de celui de 2021, avec seulement 19 % de votes "pour" en 2022, contre 74 % en 2021. La raison en est double :

- Nous avons renforcé notre cadre d'analyse SOC en ajoutant des critères et en augmentant le poids de certains éléments, tels qu'un plan et un objectif clairs en matière de dépenses d'investissement couvrant tous les champs d'application (voir la section "Engagement Net Zero" de notre rapport d'engagement [2022](#)) ;
- Un nombre croissant de résolutions SOC émanent d'entreprises actives dans des secteurs à forte intensité

de carbone, pour lesquelles nous avons des attentes plus élevées en matière de divulgation, d'objectifs et de réduction réelle des émissions.

# Say-on-Climat 2022

## Résolutions votées, vote de Candriam, résultat

Nom de l'entreprise	Pays	Date de l'A.G.	Vote Candriam	Résultat final
<b>Aena S.M.E. SA</b>	Espagne	31 mars 22	Contre	Adoptée 94,4%
<b>Amundi SA</b>	France	18 mai 22	Contre	Adoptée 97,7%
<b>Anglo American Plc</b>	Royaume-Uni	19 avril 22	Contre	Adoptée 94,2%
<b>Aviva Plc</b>	Royaume-Uni	09 mai 22	Contre	Adoptée 97,9%
<b>Barclays Plc</b>	Royaume-Uni	04 mai 22	Contre	Adoptée 80,8%
<b>BP Plc</b>	Royaume-Uni	12 mai 22	Contre	Adoptée 88,5%
<b>Canadian National Railway Company</b>	Canada	20 mai 22	Pour	Adoptée 98,5%
<b>Canadian Pacific Railway Limited</b>	Canada	27 avril 22	Contre	Adoptée 86,9%
<b>Carrefour SA</b>	France	03 juin 22	Contre	Adoptée 87,4%
<b>Electricite de France SA</b>	France	12 mai 22	Contre	Adoptée 99,9%
<b>Elis SA</b>	France	19 mai 22	Pour	Adoptée 87,9%
<b>ENGIE SA</b>	France	21 avril 22	Contre	Adoptée 96,7%
<b>Equinor ASA</b>	Norvège	11 mai 22	Contre	Adoptée 96,6%
<b>Ferrovial SA</b>	Espagne	06 avril 22	Contre	Adoptée 92,5%
<b>Getlink SE</b>	France	27 avril 22	Contre	Adoptée 97,3%
<b>Icade SA</b>	France	22 avril 22	Pour	Adoptée 99,3%
<b>Kingspan Group Plc</b>	Irlande	29 avril 22	Pour	Adoptée 96,1%
<b>London Stock Exchange Group Plc</b>	Royaume-Uni	27 avril 22	Pour	Adoptée 98,6%
<b>M&amp;G Plc</b>	Royaume-Uni	25 mai 22	Contre	Adoptée 79,6%
<b>National Grid Plc</b>	Royaume-Uni	11 juillet 22	Contre	Adoptée 98,4%
<b>NatWest Group Plc</b>	Royaume-Uni	28 avril 22	Contre	Adoptée 92,6%
<b>Nexity SA</b>	France	18 mai 22	Contre	Adoptée 87,9%
<b>Repsol SA</b>	Espagne	05 mai 22	Contre	Adoptée 83,0%
<b>Rio Tinto Limited</b>	Australie	05 mai 22	Contre	Adoptée 84,3%
<b>Rio Tinto Plc</b>	Royaume-Uni	08 avril 22	Contre	Adoptée 84,3%
<b>Royal Dutch Shell Plc</b>	Royaume-Uni	24 mai 22	Contre	Adoptée 79,9%
<b>Santos Limited</b>	Australie	03 mai 22	Contre	Adoptée 63,1%
<b>SSE Plc</b>	Royaume-Uni	21 juillet 22	Pour	Adoptée 98,9
<b>Standard Chartered Plc</b>	Royaume-Uni	04 mai 22	Contre	Adoptée 83,0%
<b>TotalEnergies SE</b>	France	25 mai 22	Contre	Adoptée 88,9%
<b>UBS Group AG</b>	Suisse	06 avril 22	Contre	Adoptée 77,7%
<b>United Utilities Group Plc</b>	Royaume-Uni	22 juillet 22	Contre	Adoptée 80,6%

Source : Candriam, et les rapports des différentes entreprises.

Au cours de la saison de vote précédente, 2021, nous nous sommes de plus en plus inquiétés du fait que certaines entreprises utiliseraient le niveau élevé de soutien recueilli par leur premier SOC comme prétexte pour éviter toute autre résolution liée au climat à l'avenir, et pour éviter de répondre aux demandes des actionnaires d'une transparence accrue. Notre espoir était que les actionnaires, notamment grâce à l'aide des conseillers en vote et à la prise de conscience globale sur les sujets climatiques, seraient plus attentifs et prêteraient attention aux détails des stratégies climatiques des entreprises avant de leur accorder leur soutien.

Malheureusement, 2022 a confirmé notre inquiétude et anéanti notre espoir.

Seules sept des 19 entreprises qui ont soumis un SOC l'année dernière l'ont remis à l'ordre du jour cette année (Canadian National Railway Company, Aena S.M.E. SA, Aviva Plc, Shell Plc, TotalEnergies SE, SSE Plc, et National Grid Plc).

En outre, nous estimons que le niveau moyen très élevé de soutien (90,3 %) aux plans climatiques sur lesquels Candriam a eu l'occasion de voter cette année contraste tristement avec le niveau décevant de divulgation et d'ambition relatif à la transition vers un climat et une économie alignés sur un objectif 1,5°C. Ce soutien, qui s'élève en moyenne à 88 %, est présenté à la page 10. (Veuillez également vous référer aux nombreuses activités d'engagement et de vote entreprises par Candriam en 2022 sur notre site web).

## Plus d'informations

[Principaux résultats des votes en 2021:](#)

- Septembre 2021

[Pourquoi les investisseurs voteraient-ils contre une résolution sur le climat ?](#) - Juin 2022

[2022: Rapport de vote à mi-année](#) - Septembre 2022

[Candriam Proxy Voting](#) - Janvier 2023, Révisions de la politique de vote, voir en particulier la section 3.8

Il est temps de se demander si le mécanisme SOC n'a pas atteint ses limites. Veuillez consulter notre section sur [Que nous réserve 2023 ?](#) pour comprendre les prochaines étapes que Candriam envisage pour avancer sur ce sujet.

## Plongée dans la comptabilité climatique

Au cours de cette saison de vote 2022, dix entreprises européennes, signalées par le CA100+ et son partenaire Carbon Tracker, ont fait l'objet d'une attention particulière de notre part. Nous avons engagé un dialogue avec eux sur ce sujet et nous nous attendions à des progrès substantiels dans leurs états financiers 2021, par rapport aux années précédentes. Sur ces dix entreprises prioritaires, *huit ont peu ou pas progressé*.

C'est également la première saison pour laquelle nous avons mis en œuvre de nouvelles directives de vote sur ce sujet, où Candriam envisage de sanctionner, en votant contre des éléments spécifiques, les entreprises et les auditeurs qui n'intègrent pas suffisamment les informations sur le climat lors de la préparation et de l'audit des états financiers. Conformément à nos nouvelles lignes directrices en matière de vote, nous avons sanctionné ces huit entreprises en votant "contre" les états financiers et les rapports statutaires, et/ou "contre" le renouvellement du mandat des auditeurs et/ou la rémunération des auditeurs.

Les deux entreprises restantes, Volkswagen AG et la Compagnie de Saint-Gobain SA, bien qu'elles n'aient pas répondu à toutes nos attentes, ont été félicitées pour leurs efforts et/ou leurs engagements en matière d'intégration du climat dans leurs états financiers<sup>2</sup>.

<sup>2</sup> Pour Volkswagen AG, sur la seule base de la comptabilité climatique, nous nous serions abstenus de renouveler le mandat des auditeurs afin d'encourager les progrès réalisés l'année dernière, qui était la première année du nouvel auditeur. Mais conformément à la politique de Candriam, nous votions déjà contre cette résolution car les honoraires de non-audit représentaient 70 % de la moyenne des honoraires d'audit du groupe au cours des trois années précédentes.

# 2022 : Analyse par les chiffres et ce qui se cache derrière ces chiffres.

**En 2022, nous avons participé à 1 939 assemblées générales et voté 25 715 résolutions pour nos fonds ouverts, nos fonds dédiés et les mandats que nous gérons dans le cadre de notre politique de vote Candriam.**

Un processus de vote efficace nécessite une organisation bien structurée et efficiente. Plusieurs équipes sont impliquées dans ce processus, en premier lieu l'équipe de vote ESG et le Middle Office.

Pour la partie fonds de notre périmètre de vote, Candriam réconcilie quotidiennement les positions en actions/obligations cotées et les soldes de trésorerie ainsi que les mouvements de transaction avec le dépositaire concerné. Les positions en actions/obligations cotées sont envoyées par le dépositaire à notre fournisseur de services de vote par procuration (ISS) qui, à son tour, envoie le vote au sous-dépositaire en fonction des positions en actions cotées déclarées par le dépositaire et réconciliées par Candriam.

L'élément fonds de notre périmètre de vote se compose principalement de fonds actions, ainsi que de quelques fonds diversifiés ou de fonds obligataires. En 2022, nous n'avons été invités à voter à aucune assemblée de détenteurs d'obligations.

Tous les fonds relevant de la politique de vote Candriam sont traités de la même manière. La politique que nous avons appliquée à nos votes en 2022 est disponible sur notre site web, de même que notre politique [mise à jour pour 2023](#).

La politique de vote par procuration de Candriam s'applique aux fonds actions ouverts qui sont gérés par des entités du groupe Candriam.

Pour les fonds dédiés et les mandats (portefeuilles dédiés), les clients de Candriam décident de déléguer ou non les décisions de vote à Candriam. Les conditions de (non-)délégation sont contractuelles. Lorsqu'un client ne délègue pas ses décisions de vote à Candriam, il peut choisir de voter directement ou de ne pas voter. La délégation de vote pour les portefeuilles dédiés peut prendre deux formes :

- Le client demande à Candriam d'appliquer la politique de vote de Candriam à son portefeuille dédié.
- Le client demande à Candriam d'appliquer une politique de vote personnalisée qui peut prendre la forme suivante :
  - la politique de vote Candriam avec des exceptions spécifiées contractuellement (par exemple, pour des entreprises particulières ou des thèmes de vote particuliers), ou
  - le client demande à Candriam d'appliquer sa propre politique de vote. Dans ce cas, le client peut également demander à être informé à l'avance de nos intentions de vote et peut modifier ses choix initiaux.

A ce jour, Candriam ne permet pas à ses clients d'exercer directement leur droit de vote sur des fonds ouverts.



**Pedro Oliveira**  
Proxy Voting Officer,  
Middle Office, Candriam

**Pedro, quel est le rôle du Middle Office dans le vote par procuration et pourquoi est-il crucial ?**

Le Middle Office est "la touche secrète" de l'exercice des droits de vote. Pour que Candriam ait une voix et un impact dans les Assemblées Générales et Extraordinaires des entreprises dans lesquelles nous investissons, le Middle Office doit s'assurer que les positions en titres sont exactes. A la moindre erreur, nous ne pourrions pas exercer notre droit de vote. Le Middle Office fournit à l'équipe ESG des données quotidiennes sur les positions pouvant faire l'objet d'un vote. Nous veillons à ce que la mise en place des portefeuilles de vote soit conforme aux exigences des clients internes et externes.

**Combien de personnes de votre équipe sont impliquées ?**

Cinq personnes participent au vote : Wendy Bora, Karine Brelot, David Drappier, Stéphanie Quibel et moi-même, dernier arrivé dans cette équipe talentueuse et expérimentée. Je m'occupe des opérations quotidiennes de vote par procuration, avec le soutien de Karine et de Wendy.

**Pouvez-vous nous donner quelques exemples de la manière dont vous assurez le déroulement efficace de l'exercice des droits de vote ?**

Candriam investit dans le monde entier et, par conséquent, le périmètre et l'activité du vote par procuration s'étendent à un grand nombre de marchés, avec un large éventail de règles et d'exigences différentes qui doivent être respectées pour participer aux assemblées générales de toutes les entreprises de notre périmètre de vote. Il est de ma responsabilité de veiller à ce que toutes les conditions soient remplies. C'est une sacrée

liste de contrôle !

Mon rôle peut aller de la mise en place de nouveaux fonds et mandats en ce qui concerne les activités de vote avec toutes les parties (notre fournisseur ISS, les dépositaires et nos clients), à la vérification que les documents de procuration sont en place, à la livraison des attestations de détention dans les délais requis par la société détenue en portefeuille, au blocage des actions entre la date d'enregistrement et la date réelle de l'assemblée annuelle si les circonstances l'exigent, à la vérification que les politiques et les instructions définies par le comité de vote par procuration de Candriam sont correctement appliquées, et enfin à la vérification de notre portail de reporting pour s'assurer que nous publions des compte-rendus exacts.

Mon travail ne s'arrête pas non plus à la fin du scrutin. Les tâches postérieures au vote comprennent le suivi des votes rejetés, le suivi des prêts de titres, la production et la transmission des rapports d'activité sur le vote par procuration à toutes les parties concernées.

La communication quotidienne avec l'équipe ESG, l'équipe Excellence opérationnelle, l'équipe de Service Client, l'équipe Reporting et l'équipe de gestion de Candriam est la clé du succès dans l'activité de l'équipe Middle Office Proxy Voting.

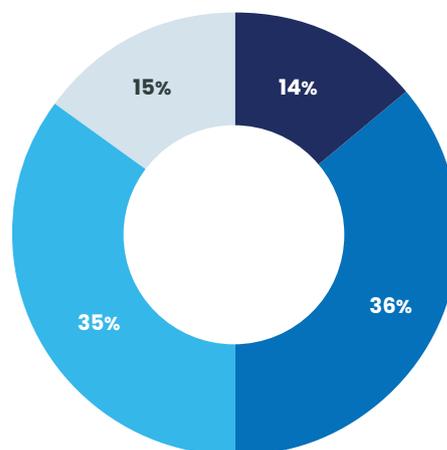
**Qu'est-ce qui vous plaît le plus ?**

La partie la plus passionnante de mon travail est la satisfaction de savoir que je contribue à avoir un impact réel. L'exercice de nos droits de vote peut en fin de compte amener un émetteur à définir des objectifs plus ambitieux pour réduire son impact sur l'environnement - peut-être parce que nous avons co-déposé une résolution, si un émetteur nomme un conseil d'administration avec une plus grande parité hommes-femmes, ou d'autres façons dont l'exercice de nos droits de vote permet d'influencer positivement le cours des choses.

La répartition géographique des assemblées votées est la suivante (pour les fonds ouverts en actions, les mandats et les fonds dédiés qui font partie de notre périmètre de vote)

## Répartition géographique des assemblées générales de Candriam

■ Asie-Pacifique
■ Europe
■ Amérique du Nord
■ Reste du monde



Candriam a approuvé 71% des résolutions proposées par les directions. Les droits et l'égalité de traitement des actionnaires, l'exactitude des informations financières, ainsi que la responsabilité et l'indépendance du conseil d'administration sont les trois pierres angulaires de la politique de vote de Candriam.

La liste des fonds ouverts actions de Candriam est accessible via notre [Voting dashboard](#).

Les noms des mandats de vote ou des fonds dédiés gérés par Candriam sont confidentiels.

## Périmètre de vote

Portefeuilles de vote	Politique de Candriam		Politique personnalisée du client
	Fonds ouverts actions (Candriam ManCo)	Mandats ou fonds dédiés (Candriam ou client institutionnel comme ManCo)	Mandats ou fonds dédiés (Candriam ou client institutionnel comme ManCo)
<b>Nombre de fonds votants à fin 2022</b>	44	35	19
<b>Nombre d'A.G. votées à fin 2022</b>	1.807	811	427
<b>% de fonds votants (en nombre) par rapport au total des fonds votants, avec la catégorie à fin 2022</b>	97,8%	Sans objet (*)	Sans objet (*)
<b>% de fonds votants (en AUM) par rapport au total des fonds votants, avec la catégorie à fin 2022</b>	98,5%	Sans objet (*)	Sans objet (*)

(\*) Les mandats ou fonds dédiés ne peuvent être inclus dans le périmètre de vote que si le client nous accorde une délégation de vote. Cette décision appartient au client, pas à Candriam.

Pour le segment des fonds ouverts en actions de notre périmètre de vote, nous avons voté dans 98,3 % des assemblées où nous étions habilités à voter en 2022. Les assemblées pour lesquelles nous n'avons pas voté sont le résultat de six types d'événements :

- Un retard dans la réception de la procuration ;
- Le fait de passer sous le seuil de la part votable ;
- L'achat des titres après la date limite, ou après l'enregistrement des titres et avant l'assemblée effective ;
- La vente des titres avant la date de l'assemblée ;
- Des limitations transfrontalières ;
- Le nom du fonds abrégé par le dépositaire.

En moyenne, en 2022, pour chaque titre pour lequel nous avons voté dans le cadre de la politique de vote Candriam, nous avons exercé notre droit de vote sur plus de 97 % des droits de vote associés.

Pour plus d'informations sur notre procédure de vote, veuillez consulter notre politique de vote [2022](#).

Le détail de nos votes pour les fonds ouverts Candriam, y

compris les explications des votes "contre", est disponible sur notre tableau de bord Voting dashboard .

Pour les mandats ou les fonds dédiés votant dans le cadre de la politique de vote Candriam ou de politiques de vote personnalisées, les informations sont disponibles pour ces clients dans des rapports annuels ou spécifiques que nous leur remettons directement.

Pour les fonds et mandats appliquant la politique de vote de Candriam, Candriam utilise le prestataire de services ISS pour exercer les droits de vote, comme cela est détaillé dans la politique de droits de vote de Candriam. Pour les polices personnalisées, Candriam peut faire appel à des conseillers en vote supplémentaires.

Toute violation confirmée de nos principes de vote est communiquée dans le(s) rapport(s) annuel(s) du (des) fonds concerné(s), le cas échéant. À l'exception d'une assemblée générale pour laquelle une instruction de vote n'était pas bien encodée, les seules violations constatées en 2022 concernaient des A.G. sans vote, et ce pour les raisons exposées ci-dessus.

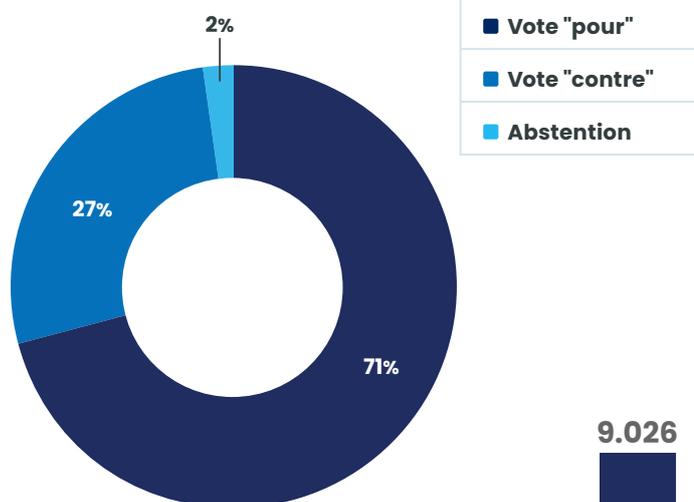
Aucune situation de conflit d'intérêts n'a été rencontrée au cours de l'année 2022.

## Résolutions proposées par la direction

### Taux d'approbation global

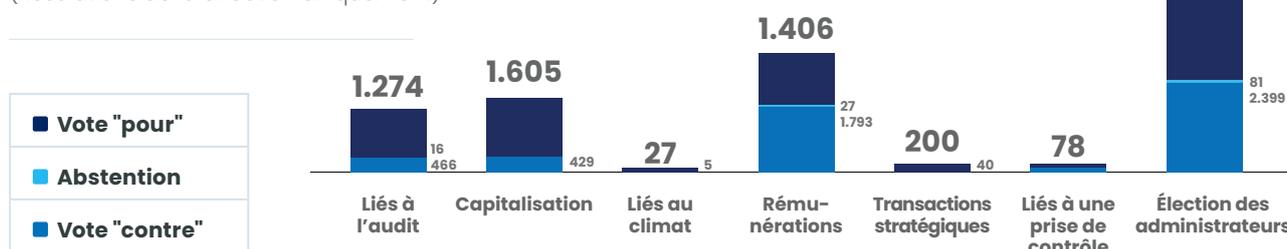
(Résolutions de la direction uniquement)

En 2022, nous avons constaté une baisse par rapport à 2021 de nos taux d'approbation pour les résolutions de la direction en raison du renforcement de nos principes de vote pour les résolutions "say-on-pay" et "say-on-climate" (71% "Pour" en 2022, contre 74% "Pour" en 2021). En outre, nous avons introduit des exigences de diversité ethnique pour quatre marchés (Royaume-Uni, États-Unis, Australie et Canada) ainsi qu'une exigence de durée moyenne maximale pour les conseils d'administration américains. Ces changements ont déclenché davantage de votes "contre" en 2022.



### Principaux sujets de préoccupation

(Résolutions de la direction uniquement)



# Nos votes par thème.

*Pour les détails spécifiques à une entreprise et à une résolution, veuillez consulter notre site web.*

## Résolutions de la direction

Si l'on considère l'ensemble des thèmes, le graphique [de la page précédente](#) montre le niveau de soutien de Candriam pour certaines catégories fréquentes de résolutions de la direction, jusqu'au 31 décembre 2022. Veuillez également noter que l'opposition sous les rubriques "élections des administrateurs" et "liés aux auditeurs" inclut également les situations où les administrateurs et les auditeurs sont ciblés en raison de préoccupations ESG, en particulier lorsque les risques climatiques représentent un handicap important pour une entreprise et que la déclaration de ces risques est jugée inadéquate ou que nous considérons que les états financiers sont trompeurs. En 2022, 16 directeurs de 13 entreprises étaient concernés.

Les attributions liées à une durée d'acquisition, les périodes courtes d'acquisition des droits, l'absence de mesures d'atténuation des risques et/ou le manque d'informations sur l'évaluation des performances des plans variables ont contribué à nos votes défavorables sur les propositions Say-on-Pay. Nous avons voté contre les packages et les politiques de rémunération des dirigeants qui offraient une augmentation significative bénéficiaires, aux cadres supérieurs ou chefs d'entreprises ayant bénéficié de programmes d'aide publique, alors que d'autres parties

prenantes ne semblaient pas bénéficier du même niveau de soutien - par exemple, les employés licenciés ou les actionnaires n'ayant pas perçu de dividendes pendant plusieurs années. Ce vote est la confirmation de notre position existante.

La réponse la plus courante pour rémunérer les cadres dirigeants en cas de moindre performance reste la modification de la période d'observation et/ou du calendrier. Les entreprises qui avaient mis en place des attributions d'actions soumises à une période d'acquisition pendant la pandémie ont maintenu leurs pratiques, introduisant même des attributions entièrement basées sur le temps ou des attributions sans conditions de performance. L'octroi de paiements discrétionnaires aux cadres dirigeants sans critères de performance clairs, transparents et objectifs est la manière la plus courante dont les plans de performance existants "récompensent" la non-atteinte des objectifs.

Les principales raisons de nos votes négatifs sur les propositions de capitalisation peuvent être regroupées en cinq catégories :

- Le nombre maximum d'actions à acheter dépasse 10 % des actions en circulation ;
- L'autorisation est demandée pour une période plus longue que le seuil raisonnable ;
- Le prix de rachat est supérieur à 110 % du prix du marché ;
- La demande d'émission d'actions avec ou sans droit de préemption dépasse des limites raisonnables ;
- L'autorisation de capitalisation demandée peut être utilisée pendant une période de rachat.

Les propositions relatives aux rachats sont principalement rejetées si elles peuvent être utilisées pour contrecarrer une prise de contrôle hostile.

## Élection des directeurs

	2022 Nb.	2022 %	2021 %
<b>Votes pour</b>	9.026	78,5%	80,6%
<b>Votes contre</b>	2.399	20,95%	18,3%
<b>Abstentions</b>	81	0,70%	11,1%

## Propositions de rémunération

	2022 Nb	2022 %	2021 %
<b>Votes pour</b>	1.406	43,6%	49,3%
<b>Votes contre</b>	1.793	55,6%	49,5%
<b>Abstentions</b>	27	0,8%	1,2%

## Résolutions liées à l'auditeur

	2022 Nb	2022 %	2021 %
<b>Votes pour</b>	1.274	72,6%	69,7%
<b>Votes contre</b>	466	26,5%*	29,7%
<b>Abstentions</b>	16	0,91%	0,6%

(\*) Veuillez noter que Candriam a voté sur davantage de propositions liées à l'audit (augmentation de 33,8 %) en 2022. Par conséquent, bien que le pourcentage diminue, le nombre absolu de propositions rejetées a augmenté par rapport à 2021 (de 19,5 %). Les votes d'abstention ont été exprimés sur des marchés où un vote contre n'est pas possible.

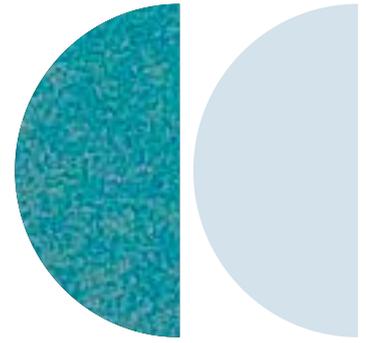
## Capitalisation

	2022 Nb	2022 %	2021 %
<b>Votes pour</b>	1.605	78,9%	81,0%
<b>Votes contre</b>	429	21,1%	19,0%
<b>Abstentions</b>	0	0,0%	0%

## Liées à une prise de contrôle

	2022 Nb	2022 %	2021 %
<b>Votes pour</b>	78	40,0%	40,7%
<b>Votes contre</b>	117	60,0%	59,3%
<b>Abstentions</b>	0	0,0%	0%

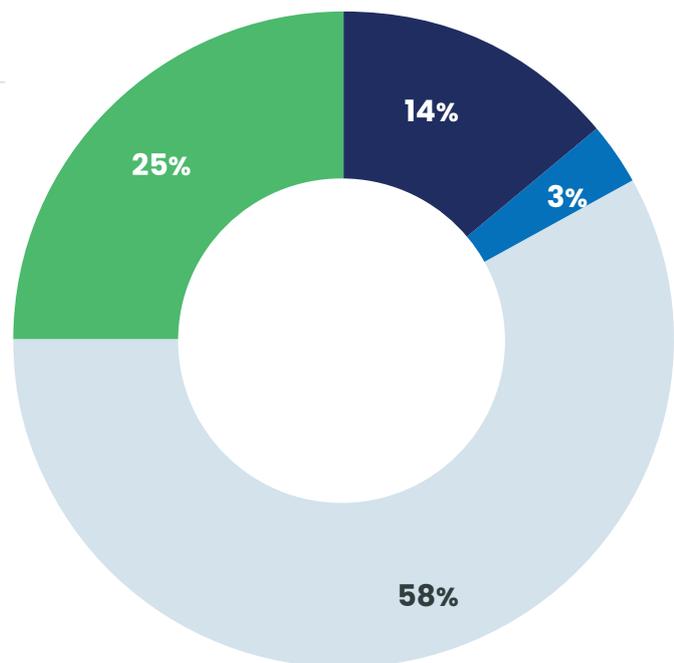
Pour plus d'informations sur les votes "Say-on-Climate", veuillez vous référer à la section [Focus on Climate](#).



## Résolutions d'actionnaires

### Environnemental, Social, Gouvernance ou une combinaison des trois ?

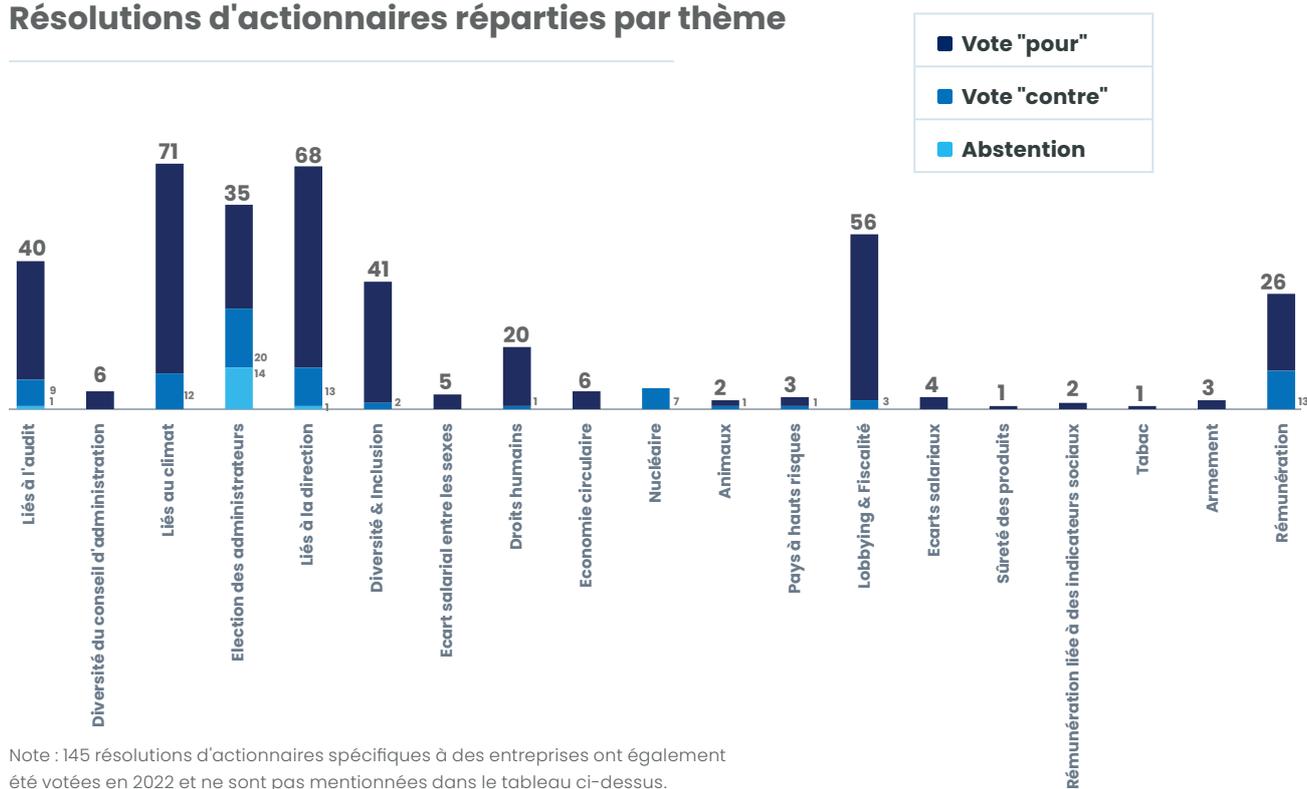
■ E
■ ES
■ G
■ S



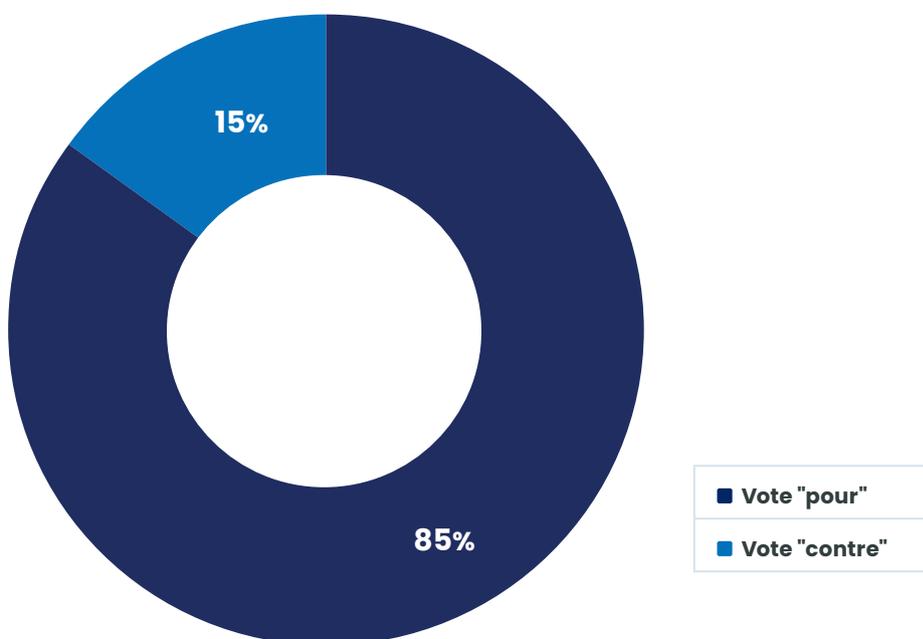
En 2022, nous avons mis à jour notre outil interne afin de fournir des informations plus détaillées sur les sujets votés dans le cadre des résolutions d'actionnaires. Conformément à la répartition fournie dans notre rapport 2021, les propositions liées au climat ont constitué 83 % de toutes les propositions **E** (Environnement) votées en 2022.

Parmi les propositions **S** (Social), les résolutions relatives au lobbying et à la fiscalité représentent la proportion la plus élevée (31,9 %), tandis que celles relatives à la diversité et aux droits de l'homme représentent respectivement 26,5 % et 11,4 %.

## Résolutions d'actionnaires réparties par thème



## Votes sur les résolutions E et S



Dans l'ensemble, Candriam a soutenu 85 % de toutes les résolutions **E** et **S** en 2022 (264 propositions sur 309). Cela correspond à une augmentation de 10 points de pourcentage par rapport à 2021 (75 % de soutien pour toutes les propositions **E** et **S**).

# Engagement actif.

Candriam est un actionnaire actif. Nous nous engageons systématiquement auprès d'un ensemble défini d'entreprises en amont de la saison des assemblées générales afin de les aider à comprendre notre point de vue et à mieux répondre aux attentes des investisseurs en matière de gouvernance d'entreprise. En tant que gardien de notre politique de vote, notre comité de vote est informé en amont des initiatives d'engagement des contacts pris avec les entreprises, et le comité examine les actions d'escalade potentielles, y compris, mais pas uniquement, le co-dépôt d'une résolution d'actionnaire, le lancement d'un engagement collaboratif, la prédéclaration des votes ou la soumission de questions lors des assemblées générales. Pour de plus amples informations sur les tâches et les responsabilités du comité de vote par procuration, veuillez consulter [la section 4.1. de la politique de vote de Candriam, sur le comité de vote par procuration](#).

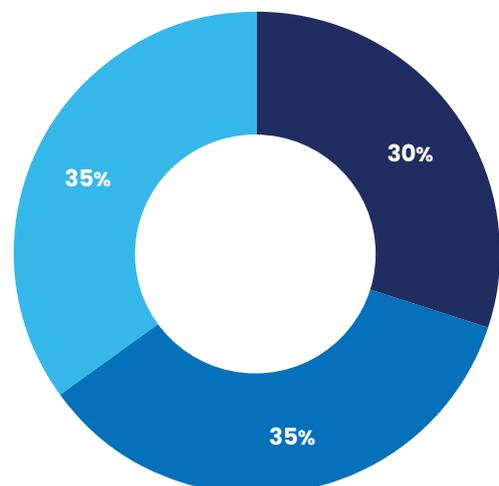
En 2022, nous avons entretenu des dialogues d'actionnaires avec 46 entreprises avant leurs assemblées générales afin d'aborder des problématiques spécifiques identifiées dans leurs structures de gouvernance.

Alors que ces entreprises étaient principalement basées en Europe (94 %), nous avons constaté un intérêt croissant de la part d'entreprises non européennes à dialoguer avec les investisseurs avant leurs assemblées générales afin de

recueillir leurs commentaires. Néanmoins, sur 46 entreprises, seules 16 ont été considérées comme "facilement réactives", c'est-à-dire que nous avons eu une conversation fluide avec les représentants de l'entreprise et qu'ils ont montré qu'ils étaient prêts à améliorer leurs pratiques.

## Réactivité de l'émetteur

■ Difficile
■ Facile
■ Moyenne



Nous reconnaissons les améliorations apportées par certaines entreprises. Le reste de nos préoccupations a guidé nos votes lors de la saison des AGA 2022. Après la saison des votes, nous avons identifié 14 entreprises présentant des problèmes persistants au sein de leur structure de gouvernance et un deuxième processus d'engagement a été lancé au second semestre 2022 en préparation de la prochaine AGA, dans le but d'influencer les pratiques de l'entreprise.

Outre l'engagement auprès des entreprises, le dépôt de résolutions, de déclarations ou de questions à l'AGA sont des outils standard de l'investisseur responsable. Nous les utilisons généralement pour escalader en cas de dialogue infructueux ou lorsque nous pensons que ces options seront bénéfiques pour nos stratégies d'investissement et les valeurs que nous défendons. Nous résumons ci-dessous nos engagements au cours de l'année 2022.

Entreprises	Action	Escalade ?	Sujet	Résultat
Illimity Bank	<b>Dépôt conjoint de la résolution</b>	Non	Liste de candidats	Adopté
Intesa SanPaolo	<b>Dépôt conjoint de la résolution</b>	Non	Liste de candidats	Adopté
LVMH Moët Hennessy	<b>Questions à l'AGA</b>	Oui	Questions de gouvernance	L'entreprise <a href="#">a répondu</a> à nos questions.
SAP SE	<b>Questions à l'AGA</b>	Oui	Question de gouvernance	L'entreprise a répondu à nos questions.
Teleperformance SA	<b>Questions à l'AGA</b>	Oui	Questions sociales et lien avec la gouvernance générale	L'entreprise <a href="#">a répondu</a> à nos questions.
TotalEnergies SE	<b>Dépôt conjoint de la résolution</b>	Oui	Climat	Certains actionnaires se sont retirés du dépôt conjoint après que la société a pris de nouveaux engagements. Le quota requis pour le dépôt n'est plus atteint.
Unilever Plc*	<b>Dépôt conjoint de la résolution</b>	Oui	Produits sains	Retiré après les nouveaux engagements pris par l'entreprise
Une banque européenne (anonyme)	<b>Dépôt conjoint de la résolution</b>	Oui	Climat	Retiré après les nouveaux engagements pris par l'entreprise

(\*) De plus amples informations sur l'engagement avec Unilever sont disponibles dans l'étude de cas à la page 22.

**En plus des activités ci-dessus, nous avons également pré-déclaré notre intention de vote pour une assemblée, celle de St Gobain SA, en 2022. La pré-déclaration ayant été officiellement ajoutée à notre politique de vote à compter du 1er janvier 2023, nous devrions accroître son utilisation dans nos votes au cours de la saison de vote [2023](#).**

# Unilever

## Étude de cas



**Sairindri Christisabrina**  
Analyste ESG, Candriam

### **Sairindri, en tant qu'analyste ESG sur le secteur de l'alimentation et des boissons, pourriez-vous nous expliquer pourquoi nous avons initié ce dialogue avec Unilever ?**

L'industrie alimentaire, y compris les fabricants, a un rôle à jouer dans l'évolution du régime alimentaire des consommateurs, et doit donc participer à la lutte contre les maladies liées à l'alimentation. Les taux d'obésité ont triplé au niveau mondial depuis 1975. Plus d'un milliard de personnes dans le monde sont obèses - 650 millions d'adultes, 340 millions d'adolescents et 39 millions d'enfants.<sup>3</sup> Les régulateurs du monde entier accélèrent la mise en œuvre d'une série de mesures fiscales (telles que les taxes sur le sucre et les calories) ainsi que d'autres mesures politiques (par exemple, les reformulations, les étiquettes d'avertissement, les restrictions en matière de marketing et de publicité), qui visent toutes à réduire les ventes de produits alimentaires et de boissons moins sains.

En 2020, Unilever a indiqué que 61 % de ses ventes d'aliments et de boissons provenaient de produits répondant à des "normes nutritionnelles élevées" et qu'elle visait à porter cette proportion à 70 % en 2022. Cependant, des évaluations indépendantes menées par des tiers<sup>4</sup> ont calculé un pourcentage beaucoup plus faible lorsqu'elles évaluent les

produits selon les normes approuvées par le gouvernement. En tant qu'investisseurs, et compte tenu des tendances en matière de réglementation et des attentes des consommateurs, nous sommes préoccupés par ce type de décalages et d'incertitudes.

### **Quelles mesures avons-nous prises ?**

Depuis 2018, Candriam fait partie du groupe de dialogue actionnarial actif avec Unilever dans le cadre de l'initiative *Access to Nutrition*, dans l'objectif d'améliorer la transparence et les pratiques des entreprises en matière de nutrition. L'entreprise s'est en fait classée parmi les meilleures de ses pairs.

**En 2019, nous avons dialogué spécifiquement et individuellement avec Unilever sur les sujets liés au sucre** via une campagne dédiée que nous avons menée sur *Sugar Risks in the Food and Beverages Industry*.

Malgré ses progrès, Unilever, comme d'autres acteurs de l'industrie agroalimentaire, reste en deçà de nos attentes en matière de nutrition. En 2021, après des discussions internes et la double validation de notre comité de vote par procuration et du groupe de travail sur le Stewardship, **nous avons décidé d'intensifier notre engagement. Nous avons convenu de déposer une résolution conjointe visant à accélérer les actions concrètes de l'entreprise et à envoyer un signal à l'ensemble du secteur.** Nous étions convaincus que si Unilever était prêt à passer à la vitesse supérieure en matière de santé, ses concurrents suivraient. Dans les semaines qui ont suivi, avec d'autres coauteurs,

<sup>3</sup> <https://www.who.int/news/item/04-03-2022-world-obesity-day-2022-accelerating-action-to-stop-obesity#:~:text=More%20than%201%20billion%20people,adolescents%20and%2039%20million%20children.>

<sup>4</sup> Initiative pour l'accès à la nutrition, <https://accesstonutrition.org/the-indexes/>

nous avons entamé un dialogue actif avec les membres du conseil d'administration et les représentants du personnel de R&D d'Unilever.

### Quels ont été les résultats ?

**Le dialogue a porté ses fruits.**<sup>5</sup> En mars 2022, Unilever a annoncé sa décision de rendre publique la performance de son portefeuille de produits par rapport à au moins six modèles de profils nutritionnels (MPN) différents approuvés par le gouvernement, à la fois en termes de volume et de revenus, ainsi que par rapport à ses propres normes nutritionnelles les plus élevées.<sup>6</sup> Le reporting a commencé en octobre 2022, **faisant d'Unilever la première entreprise alimentaire mondiale à prendre un tel engagement.**

La résolution co-déposée a été retirée avant l'AGA, à la lumière de cet engagement.

Et, comme prévu, dans les mois qui ont suivi l'annonce d'Unilever, **d'autres grandes entreprises de l'industrie alimentaire ont commencé à prendre des mesures**, Nestlé<sup>7</sup> adoptant une approche globale similaire et Danone<sup>8</sup> prenant des mesures au Royaume-Uni et sur d'autres marchés.

### Quelles sont les prochaines étapes ?

Unilever s'est engagée à poursuivre le dialogue avec Candriam, par le biais des initiatives *Healthy Markets* et *Access to Nutrition*. De nouveaux engagements seront pris et déployés dans la perspective de l'AGA de 2024, et développés dans le premier rapport global fourni en octobre 2022.

Nous continuerons à suivre et à interpeler les entreprises alimentaires mondiales sur ce thème.

<sup>5</sup> Nous avons déposé une demande conjointe avec la coalition *Healthy Market* de *ShareAction*. Nous sommes membres du groupe parent *ShareAction*. Bien que nous travaillions avec la coalition *Healthy Market*, nous ne sommes pas des membres officiels de la coalition.

<sup>6</sup> Unilever établit une nouvelle référence en matière de nutrition saine, Unilever, <https://www.unilever.com/news/press-and-media/press-releases/2022/unilever-to-set-new-benchmark-for-healthy-nutrition/>

<sup>7</sup> <https://www.nestle.com/media/news/nestle-transparency-nutritional-value-portfolio#:~:text=The%20company%20will%20make%20the,%2Dof%2Dpack%20labeling%20systems>. Nestlé va assurer la transparence de la valeur nutritionnelle de son portefeuille (nestle.com)

<sup>8</sup> <https://www.danone.co.uk/content/dam/danone-corp/uk-irl/uk/medias/medias-uk/2023/corporatepressreleases/danone-uk-and-ireland-health-commitments.pdf>

# Votes sur des résolutions sensibles.

## Votes très sensibles

L'équipe de vote de Candriam établit une liste initiale d'entreprises au début de chaque année afin d'identifier les "votes très sensibles". Cette liste n'est pas exhaustive et est mise à jour au cours de la saison électorale.

Nous votons pour chaque position "votable" des portefeuilles faisant partie de notre périmètre de vote, comme expliqué dans notre [Politique de vote](#). Dans les cas de prêts de titres, en 2022, nous avons réservé une position minimale de 20 % afin de préserver nos droits de vote, mais notre pourcentage de vote moyen est plus élevé (plus de 97 % en 2022). Pour les entreprises très sensibles, et/ou dans les cas où les titres sont prêtés, nous veillons à ce que tous les titres soient rapatriés afin que nous puissions exercer notre plein pouvoir lors des assemblées.

Si les circonstances qui ont conduit l'entreprise à figurer sur la liste initiale se matérialisent, l'équipe de vote analyse les résolutions concernées et évalue la nécessité d'un vote sanction ou d'un vote contre la direction. Les tableaux énumèrent par thème les résolutions que nous avons ciblées lors de ces 247 assemblées très sensibles, et l'alignement de notre vote sur celui des autres actionnaires votants.<sup>9</sup> Notre rapport ici est destiné à offrir davantage de granularité sur la façon dont Candriam a voté lors des A.G. sensibles et sur l'alignement avec un nombre significatif d'autres actionnaires.

## Fusions et acquisitions

Douze résolutions signalées comme "particulièrement sensibles" en raison d'une importante opération de fusion et d'acquisition à l'ordre du jour **où nous n'avons pas soutenu la résolution.**

<b>Aligné*</b>	4
<b>Partiellement aligné (résolution adoptée avec au moins 20% de votes contre)</b>	3
<b>Non aligné (résolution adoptée avec moins de 20% de votes contre)</b>	5

\*La ligne de données "alignées" comprend les cas où Candriam a voté POUR la résolution et où la résolution a été adoptée, et où Candriam a voté CONTRE et la résolution a été rejetée.

## Résolutions environnementales et sociales

249 résolutions E&S (à l'exclusion des résolutions sur le climat) identifiées comme "très sensibles", pour lesquelles nous voulions exercer toute notre influence, et qui **ont été soutenues.**

<b>Aligné (résolution adoptée)</b>	26
<b>Partiellement aligné (la résolution a été rejetée avec un soutien d'au moins 20 %)</b>	111
<b>Non aligné (la résolution a été rejetée avec moins de 20% de soutien)</b>	112

<sup>9</sup> Lorsque nous indiquons 20 % de dissidence, nous voulons dire 20 % des actions qui ont été votées.

## Propositions d'actionnaires sur le climat

Quatorze propositions d'actionnaires sur le climat ont été votées aux A.G. d'entreprises considérées comme "particulièrement sensibles" pour des raisons liées au climat.

<b>Aligné*</b>	6
<b>Partiellement aligné (Candriam a voté POUR et la résolution a été rejetée avec au moins 20% de votes contre)</b>	3
<b>Non aligné (Candriam a voté POUR et la résolution a été rejetée avec moins de 20% de votes contre)</b>	5

\*La ligne de données "alignées" comprend les cas où Candriam a voté POUR la résolution et la résolution a été adoptée, et où Candriam a voté CONTRE et la résolution a été rejetée.

## Sanctions liées au climat : élection et décharge des administrateurs

Neuf résolutions de la direction sur la décharge et les élections des administrateurs ont reçu des votes contre en raison de l'absence de contrôle adéquat du conseil d'administration pour les entreprises désignées comme "particulièrement sensibles" pour des raisons liées au climat.

<b>Aligné (résolution rejetée)</b>	0
<b>Partiellement aligné (résolution adoptée avec plus de 20% de votes CONTRE)</b>	1
<b>Non aligné (résolution adoptée avec moins de 20% de votes CONTRE)</b>	8

## Dissidence historique des actionnaires

Seule une résolution a été signalée en raison du déclenchement du seuil élevé d'opposition. Nous avons voté contre en raison de notre position importante, de la présence d'un niveau élevé d'opposition en 2021 et de l'absence de réaction de l'entreprise en réponse à l'opposition importante des actionnaires. La résolution a été adoptée, mais avec plus de 20 % d'opposition, un grand nombre d'investisseurs s'étant ralliés à notre vote. Par conséquent, le niveau d'alignement est considéré comme "partiel" pour cette résolution.

## Propositions de la direction sur le climat

Vingt-deux propositions de la direction relatives au climat ont été votées aux A.G. d'entreprises considérées comme "particulièrement sensibles" pour des raisons liées au climat.

<b>Aligné*</b>	0
<b>Partiellement aligné (Candriam a voté CONTRE et la résolution a été adoptée avec au moins 20% de votes contre)</b>	4
<b>Non aligné (Candriam a voté CONTRE et la résolution a été adoptée avec moins de 20% de votes contre)</b>	18

\*La ligne de données "alignées" comprend les cas où Candriam a voté POUR la résolution et la résolution a été adoptée, et où Candriam a voté CONTRE et la résolution a été rejetée.

## Faible succès de l'engagement avec l'entreprise

Un total de 225 propositions de la direction sur les élections des administrateurs, la rémunération et les sujets liés aux auditeurs dans ces entreprises ont reçu des votes contre en 2022 après avoir été signalées comme "particulièrement sensibles" en raison d'un succès faible de l'engagement avec l'entreprise.

<b>Aligné (échec de la résolution)</b>	2
<b>Partiellement aligné (résolution adoptée avec plus de 20% de votes CONTRE)</b>	35
<b>Non aligné (résolution adoptée avec moins de 20% de votes CONTRE)</b>	188

## Gouvernance

423 résolutions de la direction sur l'élection des administrateurs, la rémunération et des sujets liés à l'auditeur dans des entreprises considérées comme "particulièrement sensibles" pour des raisons de mauvaise gouvernance, combinées à des positions importantes de Candriam dans ces entreprises :

<b>Aligné (échec de la résolution)</b>	7
<b>Partiellement aligné (résolution adoptée avec plus de 20% de votes CONTRE)</b>	63
<b>Non aligné (résolution adoptée avec moins de 20% de votes CONTRE)</b>	353

An aerial photograph of a rugged coastline. The land is composed of layered, light-colored rock formations, possibly limestone, with patches of green vegetation. A large, dark blue body of water is visible on the right side, with a small, reddish-brown pond or lagoon in the lower right corner. The overall scene is a mix of natural rock formations and some man-made or natural structures.

**Candriam est un actionnaire actif. Nous entretenons un dialogue systématique avec un ensemble d'entreprises avant la saison des assemblées générales afin de les aider à comprendre notre point de vue et à mieux répondre aux attentes des investisseurs en matière de gouvernance d'entreprise.**



# Assemblées d'intérêt particulier

Les résolutions très sensibles telles que celles mentionnées ci-dessus ne constituent qu'une sous-catégorie de nos sujets-cible. D'autres résolutions font l'objet et bénéficient d'une attention particulière de la part de notre équipe de vote. Nous utilisons un large éventail de déclencheurs tout au long de l'année pour classer les A.G. comme étant "d'intérêt particulier".

Si une assemblée nécessite un examen des sujets ci-dessous ou pour toute autre raison, notre équipe de vote interne analyse l'ordre du jour de l'assemblée générale afin de déterminer si un point doit être ciblé en particulier.

L'objectif de nos analyses internes est d'assumer notre responsabilité en tant qu'actionnaire actif et de garantir une influence maximale en tant qu'actionnaire de l'entreprise.

En 2022, nous avons réanalysé en interne 626 A.G. de 574 entreprises différentes, pour diverses raisons. Sur ces 626 assemblées, 247 ont été considérées comme des résolutions très sensibles, comme indiqué à la page 24.

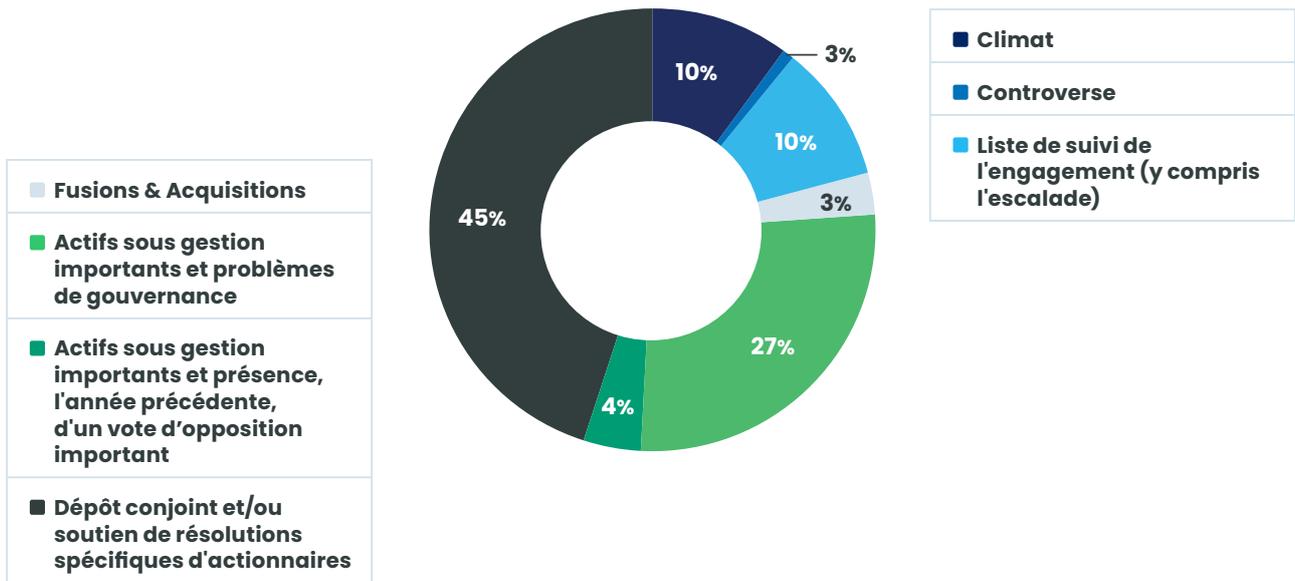
Les thèmes de ces assemblées peuvent généralement être regroupés en sept catégories :

- **Climat**
- **Liste de suivi des engagements** (y compris l'escalade)
- **Dépôt conjoint et/ou soutien de résolutions spécifiques d'actionnaires**
- **Fusions & Acquisitions**
- **Controverse**
- **Positions importantes et problèmes de gouvernance**
- **Positions importantes et présence d'un vote d'opposition significatif l'année précédente**

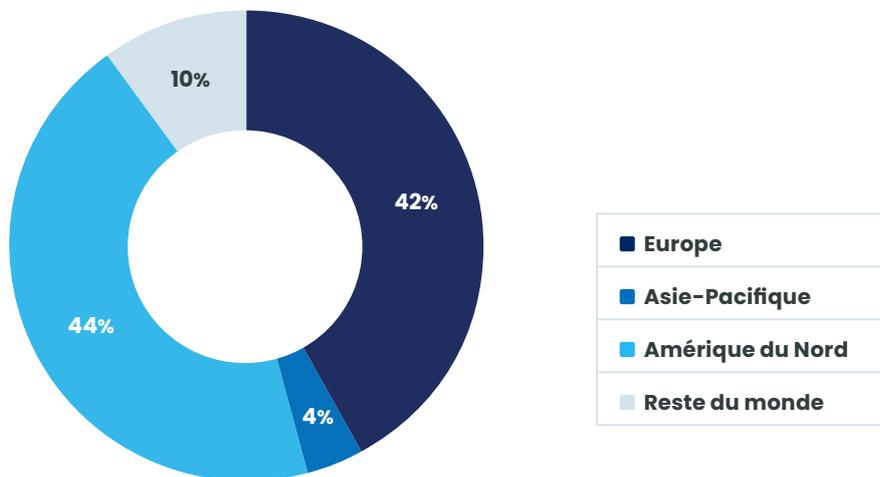
Les statistiques ci-dessous incluent les 247 votes sensibles ainsi que les 379 autres éléments ciblés. En moyenne, pour ces 626 assemblées et les portefeuilles de vote concernés, nous avons voté 93,9 % des actions votables.<sup>10</sup>

Motif du déclenchement	Nombre d'assemblées
<b>Climat</b>	60
<b>Controverse</b>	5
<b>Liste de suivi de l'engagement (y compris l'escalade)</b>	63
<b>Fusions &amp; Acquisitions</b>	22
<b>Actifs sous gestion importants et problèmes de gouvernance</b>	166
<b>Actifs sous gestion importants et présence, l'année précédente, d'un vote d'opposition important</b>	28
<b>Dépôt conjoint et/ou soutien de résolutions spécifiques d'actionnaires</b>	282
<b>Total général</b>	<b>626</b>

<sup>10</sup> Calculé sur la base du ratio actions votées/actions votables pour toutes les propositions votées lors des 626 assemblées.



La répartition géographique de toutes les A.G. sensibles analysées en 2022 est présentée dans le graphique ci-dessous :



Pour illustrer notre approche, nous présentons huit études de cas issues de notre saison de vote 2022, dans les domaines de l'environnement, du social et de la gouvernance. Dans chaque cas, nous incluons le principal élément déclencheur, le contexte, la justification de notre vote et le résultat global du vote.

Tous nos votes et la justification des votes "contre" peuvent être consultés sur notre tableau de bord [de vote](#).

# Environnemental

## TotalEnergies SE

25 mai 2022

Principal déclencheur : Climat

Secteur : Énergie

Point 16 : Approuver le plan de développement durable et de transition climatique de l'entreprise

### Contexte

Cette résolution a été proposée par la direction, ce qui constitue déjà une bonne pratique en soi. Mais si TotalEnergies a amélioré sa communication sur le climat et a progressé dans le déploiement de sa stratégie climatique, le plan climat de l'entreprise souffre encore de certains éléments qui ne permettent pas d'obtenir une trajectoire alignée sur les Accords de Paris et qui ne sont pas conformes à nos attentes en matière de climat.

### Notre vote

Nous avons donc voté contre. Parmi les principaux facteurs qui ont motivé notre décision :

- L'entreprise a l'un des plans d'expansion des hydrocarbures les plus ambitieux parmi les grandes compagnies pétrolières, en contradiction avec la trajectoire alignée sur Paris du GIEC et de l'AIE.
- L'entreprise a communiqué des objectifs absolus pour les émissions de scope 1 et 2, mais n'a pas encore communiqué d'objectif absolu clair de réduction du scope 3. L'objectif actuel de < 400mt signifie que les émissions de TotalEnergies resteraient stables jusqu'en 2030, alors que la trajectoire 1,5°C

du GIEC exige une réduction de 50 % des émissions mondiales d'ici à 2030.

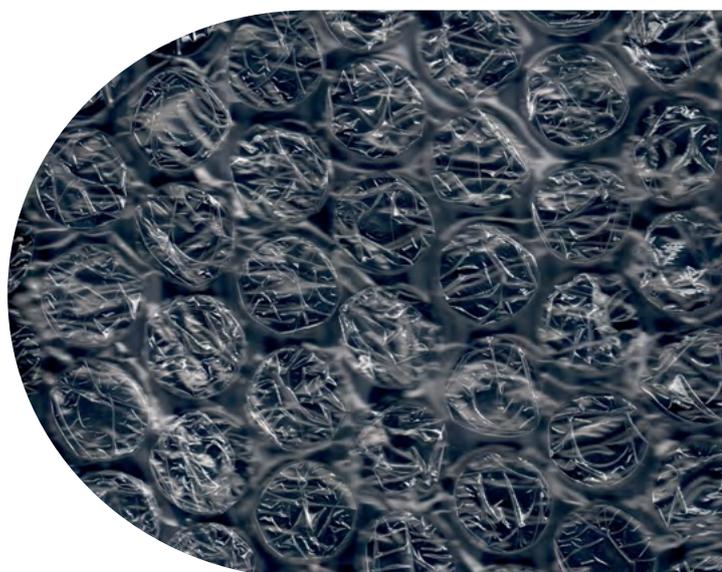
- Les plans d'investissement de la société ne sont pas suffisamment précis en ce qui concerne l'expansion de son activité gazière, qui représente le principal moteur stratégique à court et à moyen terme. Le plan d'investissement de l'entreprise n'est pas cohérent avec une trajectoire alignée sur les Accords de Paris reposant sur des données scientifiques, la majorité du budget d'investissement étant toujours allouée à des activités liées au pétrole et au gaz jusqu'en 2030 et probablement au-delà.
- Bien que TotalEnergies affiche ses ambitions de devenir une entreprise "net zero" d'ici 2050, l'entreprise ne démontre pas dans quelle mesure son plan climatique est aligné sur le scénario 1,5°C de l'AIE. En outre, l'entreprise a reconnu que ses objectifs actuels n'étaient pas fondés sur des données scientifiques.

### Résultats

La résolution a été soutenue par 88,9 % des actionnaires. Bien que ce résultat puisse être considéré comme un "succès" pour l'entreprise, si on le compare au niveau de soutien des "Say-on-Climate" dans d'autres entreprises, le niveau de soutien à TotalEnergies est plutôt faible,<sup>11</sup> ce qui montre un mécontentement persistant de la part d'une partie non négligeable des actionnaires.

<sup>11</sup> Par soutien "faible", nous entendons que 11 % des actions votées ont fait l'objet d'un vote contre. Il s'agit d'un niveau de désaccord assez élevé pour une résolution de la direction, et donc d'un faible niveau de soutien pour la direction.





## Amazon.com, Inc

25 mai 2022

**Principal déclencheur :** Soutien de résolutions spécifiques d'actionnaires

**Secteur :** Consommation discrétionnaire

**Point 8 :** Rapport sur les efforts visant à réduire l'utilisation du plastique

### Contexte

L'utilisation importante et croissante d'emballages en plastique par Amazon expose l'entreprise à un risque financier et de réputation accru en raison des millions de tonnes de plastique qui finissent dans les océans et dans la nature. Toutefois, l'entreprise est en retard sur ses pairs en ce qui concerne la divulgation d'informations et l'engagement à réduire le plastique utilisé pour les emballages.

Au cœur du problème de la pollution plastique se trouvent les plastiques à usage unique, tels que ceux générés par les emballages d'Amazon, qui constituent la plus grande partie de la pollution plastique liée aux océans. Amazon n'a pas révélé la quantité de plastique qu'elle utilise, mais la société est considérée comme l'un des plus grands utilisateurs d'emballages en plastique souple, avec une forte utilisation d'enveloppes en plastique pour le commerce électronique, qui ne sont généralement pas recyclées.

Un rapport récent du groupe à but non lucratif *Oceana* estime qu'Amazon a généré 599 millions de livres (272 millions de kg) d'emballages plastiques pour le commerce électronique en 2020. L'entreprise affirme que le rapport a surestimé sa consommation de plastique, mais a refusé de communiquer sa consommation réelle de plastique dans le commerce électronique ou la quantité de plastique utilisée dans les activités de ses 400 marques privées et plus.

L'association à but non lucratif *As You Sow* a déposé une résolution demandant à Amazon de publier un rapport annuel sur la pollution par les emballages plastiques, y compris une évaluation de ses efforts pour réduire les impacts sur l'environnement.

### Notre vote

Nous avons voté POUR la résolution des actionnaires.

### Résultats

Lors de l'assemblée générale annuelle de l'entreprise, 48,9 % des actionnaires d'Amazon.com ont soutenu la résolution des actionnaires *As You Sow*. Bien qu'il ait échoué de justesse, ce vote doit être considéré comme un soutien considérable à cette proposition puisque, une fois exclues les actions des dirigeants et des initiés, la proposition a été approuvée par environ 59 % des actions non liées à la société.

# Social

## Sainsbury (J) PLC

7 juillet 2022

**Principal déclencheur :** Soutien de résolutions spécifiques d'actionnaires

**Secteur :** Consommation de base

**Point 21 :** Résolution des actionnaires sur l'accréditation *Living Wage*

### Contexte

Un groupe d'actionnaires coordonné par *ShareAction* a mis à l'ordre du jour une résolution d'actionnaire demandant à l'entreprise de devenir un employeur accrédité *Living Wage*. Dans sa déclaration de soutien, *ShareAction* note que Sainsbury's, en tant que grand groupe de distribution exploitant plus de 600 supermarchés et 800 magasins de proximité au Royaume-Uni, emploie plus de 189.000 travailleurs. En janvier 2022, Sainsbury's a augmenté le salaire de ses employés directs à 10,00 £ de l'heure en dehors de Londres (dépassant le taux de 9,90 £ du *Living Wage*) et s'est aligné sur le taux de *Living Wage* pour les employés de Londres intra muros (11,05 £). En avril, Sainsbury's a franchi une nouvelle étape en s'alignant sur le salaire de subsistance dans la périphérie de Londres.

Cependant, *Living Wage* a souligné que Sainsbury's n'a pas aligné le taux pour les sous-traitants et qu'il n'y a pas d'engagement continu à aligner les augmentations sur celles du salaire réel *Living Wage*, ce que l'accréditation garantirait.

Par le biais de résolutions d'actionnaires, les propriétaires ont demandé à l'entreprise de devenir un employeur accrédité *Living Wage* afin de garantir que tous les employés directs, à Londres et dans tout le Royaume-Uni, soient payés au moins au taux réel *Living Wage* aujourd'hui et à l'avenir, de mener

une analyse des sous-traitants pour déterminer combien de travailleurs gagnent moins que ce taux, et de travailler avec les sous-traitants pour porter le salaire au taux réel du salaire de subsistance d'ici 2026.

### Notre vote

Lors de l'assemblée générale, nous avons voté en faveur de la résolution, estimant qu'un engagement à devenir accrédité serait vital pour le secteur de la distribution alimentaire et que Sainsbury's pourrait montrer l'exemple aux autres distributeurs, dans un secteur connu pour ses salaires et ses conditions de travail médiocres. Cette accréditation permettrait également d'étendre l'amélioration au personnel sous-traitant (par exemple le personnel de nettoyage), qui est souvent soumis à de mauvaises conditions de travail. Étant donné le rôle clé de Sainsbury's dans la mise en œuvre des chiffres du site *Living Wage*, cette demande devrait être la suite logique confirmant l'engagement de l'entreprise.

### Résultats

La résolution a reçu le soutien de 16,7 % des actionnaires qui ont voté à l'assemblée (75,3 % des actions émises). Bien que la résolution ait échoué, nous considérons qu'il s'agit d'un vote massif d'opposition, et l'entreprise devrait en tenir compte dans sa gestion des salaires dans les différentes zones.



## Lowes Companies Inc

27 mai 2022

**Principal déclencheur :** Soutien de résolutions spécifiques d'actionnaires

**Secteur :** Consommation discrétionnaire

**Point 7 :** Rapport sur les risques liés aux politiques nationales restreignant les soins de santé reproductive

### Contexte

L'Educational Foundation of America a soumis une proposition d'actionnaire demandant que l'entreprise rende compte des risques et des coûts potentiels pour l'entreprise des politiques des États qui restreignent les soins de santé reproductive, et de tout plan mis en place par l'entreprise pour atténuer ces risques. Lowes possède actuellement des magasins dans des États qui ont adopté des lois remettant en cause le cadre américain "Roe v. Wade" en limitant les droits à l'avortement. Les actionnaires ont indiqué dans leur déclaration que le rapport devrait évaluer les risques et les coûts pour l'entreprise associés aux nouvelles lois et à la législation qui restreignent sévèrement les droits reproductifs, ainsi qu'aux lois restrictives similaires proposées ou promulguées dans d'autres États. Les actionnaires espèrent que le rapport demandé incitera la direction à surveiller les menaces imminentes qui pèsent sur sa capacité à fournir à ses employés des soins de santé reproductive de la plus haute qualité, et à y répondre.

### Notre vote

Lors de l'AGA, nous avons voté en faveur des résolutions car nous pensons que les droits reproductifs mentionnés dans la résolution sont des droits humains fondamentaux tels qu'ils sont exprimés par des organismes tels que le *Haut Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme*. À cet égard, Candriam a apporté son soutien à la résolution, car les entreprises seront effectivement touchées par ces lois qui restreignent l'accès aux techniques de reproduction. Cela dit, notre soutien n'a pas été sans poser de problèmes.

La formulation de la proposition, qui se concentre uniquement sur un groupe spécifique de salariés et demande à une entreprise de rendre compte des risques et des coûts engendrés par ces lois, peut renforcer les préjugés sur les

parents qui travaillent et aggraver les comportements discriminatoires fondés sur le sexe en général. Nous avons rappelé dans notre argumentaire que Candriam défend les valeurs de non-discrimination et promeut en particulier les mesures de soutien aux parents qui travaillent (modalités de travail flexibles, options de garde d'enfants de qualité, couverture santé adaptée, prévention de la discrimination, etc.). Les travailleurs contraints de se déplacer hors de leur État de résidence pour accéder aux techniques de procréation en raison de lois restreignant les droits en matière de procréation ne sont pas traités de manière juste et équitable. Toute initiative d'entreprise visant à lutter contre les lois des États qui restreignent l'accès aux droits de l'homme fondamentaux contribue à soutenir les parents qui travaillent.

### Résultats

La résolution a été soutenue par 32 % des actionnaires qui ont voté lors de l'assemblée générale. Un soutien d'ampleur similaire a également été constaté lors des assemblées générales de TJX, Walmart et Costco, la même résolution ayant été ajoutée à l'ordre du jour de leurs assemblées générales respectives.



## Amazon.com, Inc

25 mai 2022

**Principal déclencheur :** Soutien de résolutions spécifiques d'actionnaires

**Secteur :** Consommation discrétionnaire

**Point 12 :** Publication d'un rapport sur la transparence fiscale

### Contexte

Avec le dépôt de la résolution, les actionnaires ont demandé au conseil d'administration de publier un rapport sur la transparence fiscale préparé en tenant compte des indicateurs et des lignes directrices énoncés dans le *Global Reporting Initiative Standard*. Selon la déclaration d'appui jointe à la proposition, les actionnaires font valoir qu'Amazon ne divulgue pas ses revenus, ses bénéfices ou ses paiements d'impôts sur les marchés hors Etats-Unis, ce qui empêche les investisseurs d'évaluer les risques des réformes fiscales pour l'entreprise ou de déterminer si Amazon s'engage dans des pratiques fiscales responsables qui garantissent la création de valeur à long terme pour l'entreprise et les communautés au sein desquelles elle opère. L'approche d'Amazon en matière d'imposition a été contestée à plusieurs reprises par les autorités fiscales du monde entier. La résolution vise donc à aligner les informations publiées par l'entreprise sur celles des entreprises de premier plan qui ont mis en place cette pratique.

### Notre vote

Lors de l'AGA, nous avons voté POUR la proposition.

### Résultats

La proposition est soutenue par 21% des actionnaires indépendants de la société. Il s'agit non seulement de la première proposition de transparence fiscale visant Amazon, mais aussi d'une preuve des attentes du public pour une véritable transparence des pratiques fiscales des grandes entreprises.

# Gouvernance

## BFF Bank SpA

31 mars 2022

**Principal déclencheur :** Liste de suivi de l'engagement

**Secteur :** Valeurs financières

**Point 5.1 :** Approuver la politique de rémunération

**Point 5.2 :** Approuver la politique en matière d'indemnités de départ

**Point 5.3 :** Approuver la deuxième partie du rapport de rémunération

**Point 5.4 :** Approuver le plan d'intéressement

## Contexte

Au cours des deux dernières années, nous avons dialogué avec l'entreprise sur une série de sujets, notamment les pratiques de rémunération, la gestion du capital humain et la structure globale de gouvernance. En particulier après le rejet de leur politique de rémunération lors du vote des actionnaires en 2021, nous avons fait part de nos préoccupations quant au manque de transparence et d'alignement sur les meilleures pratiques.

## Notre vote

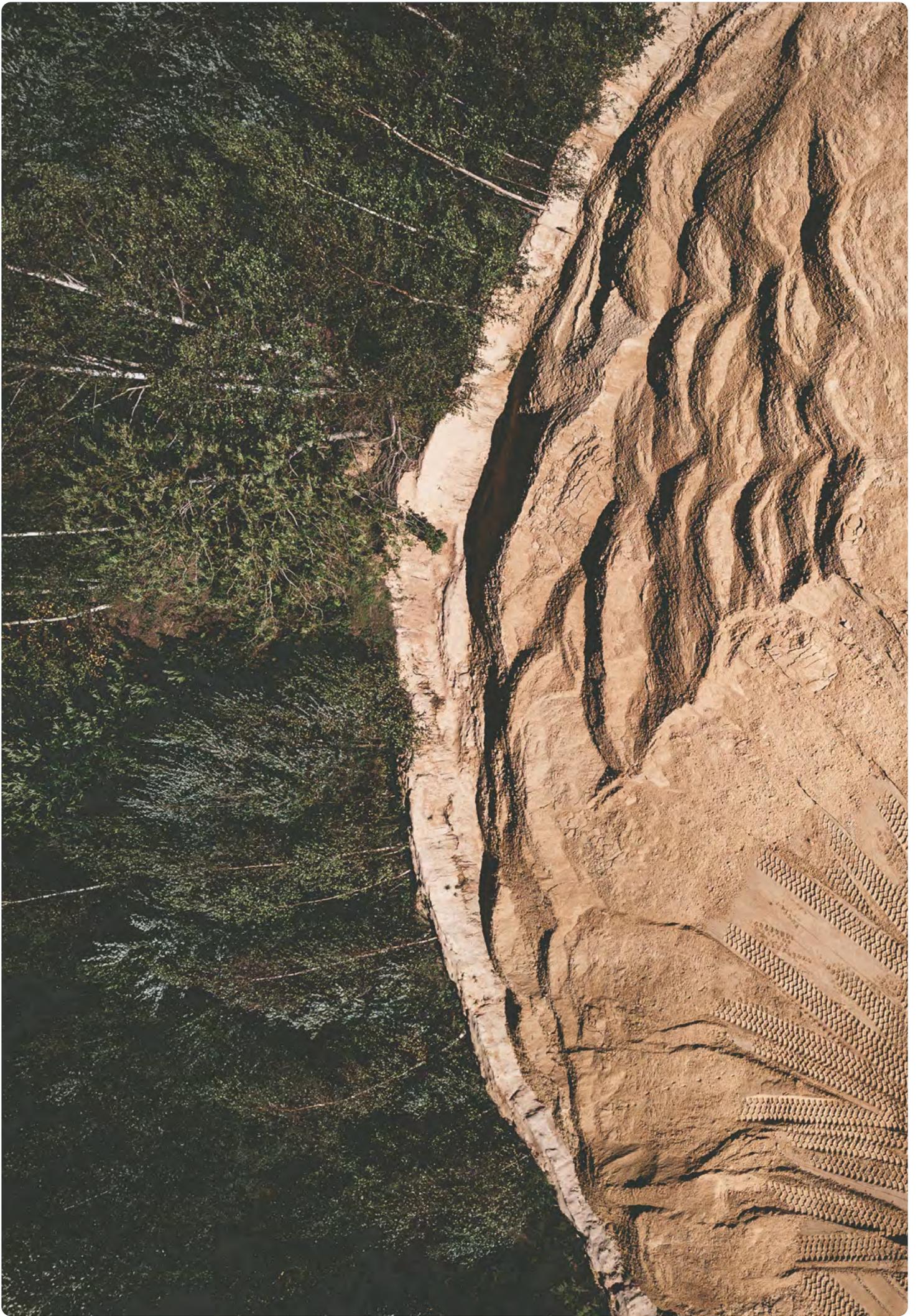
Lors de l'AGA de 2022, certaines de nos préoccupations ont été prises en compte dans la nouvelle politique proposée, mais le rapport de rémunération et les informations relatives à la politique n'ont toujours pas répondu à nos attentes. Nous avons voté contre toutes les propositions relatives à la rémunération au titre du point 5, en soulignant que nous reconnaissons les améliorations incluses dans la politique 2022 tout en notant nos préoccupations concernant la divulgation ex ante et ex post des niveaux de rémunération

cibles, la présence d'un plan de primes extraordinaires, les accords de licenciement dépassant 24 mois, et le manque de rigueur des mesures de performance non financière.

## Résultats

Ces préoccupations sont partagées par d'autres investisseurs, comme en témoignent les 40 % d'opposition sur les politiques de rémunération et les 17 % d'opposition sur la rémunération.





# LVMH Moët Hennessy Louis Vuitton SE

21 avril 2022

**Principal déclencheur :** Liste de suivi de l'engagement, problème d'escalade

Points 14-16 et 18-19

## Contexte

Au cours des trois dernières années, nous avons mené des campagnes d'engagement auprès de LVMH en amont de l'assemblée générale, afin de faire part de nos préoccupations concernant la composition du conseil d'administration, l'absence de plan de succession et les pratiques de rémunération, y compris par une lettre envoyée avant l'assemblée générale. L'entreprise ne répond pas à nos préoccupations, soutenant qu'en tant qu'entreprise familiale, les meilleures attentes et pratiques du marché ne lui sont pas applicables.

Comme première mesure d'escalade, nous avons soumis à [des questions](#) sur quatre sujets principaux lors de l'AGA de 2022. En particulier, nous avons exprimé notre inquiétude quant au cumul des fonctions de PDG et de président, à l'indépendance insuffisante du conseil d'administration, à l'absence de réponse aux points rejetés lors du vote en 2021, à la nomination d'un censeur<sup>12</sup> et au manque de transparence en matière de rémunération des dirigeants.

<sup>12</sup> Un "censeur" est généralement un poste qui permet à des personnes de jouer un rôle plus consultatif au sein des conseils d'administration français. Principalement en raison de leur rôle passé dans l'entreprise (ancien PDG, fondateur, etc.) ou de leurs liens étroits avec les actionnaires majoritaires, ils sont invités à faire part de leurs observations et de leurs opinions sur les questions débattues au sein du conseil d'administration. Ils participent aux réunions du conseil d'administration mais n'ont pas le droit de vote. Leurs fonctions au sein du conseil d'administration impliquent des niveaux différents (généralement inférieurs) de devoir de diligence, de confidentialité, etc. par rapport à un membre du conseil d'administration. Dans certains cas, ils sont ajoutés au conseil d'administration sans que leur candidature soit soumise au vote de l'assemblée générale, ce qui n'est pas considéré comme une bonne pratique de gouvernance.

## Notre vote

Pour exprimer à nouveau nos préoccupations, nous avons également voté contre l'élection de Bernard Arnault au conseil d'administration, étant donné qu'il est à la fois PDG et président de la société, ce qui est considéré comme une violation des pratiques de bonne gouvernance. En outre, nous n'avons soutenu ni l'élection d'un administrateur non indépendant ni l'élection d'un membre du comité des rémunérations, en raison, respectivement, du manque d'indépendance et de l'absence de réponse au rejet clair du rapport de rémunération de l'année dernière.

Nous nous sommes également opposés à la politique de rémunération du PDG et du vice-PDG, car l'entreprise ne divulgue pas les objectifs ou les barèmes de rémunération pour la prime annuelle, tandis que les barèmes d'acquisition et la période de performance des plans d'intéressement à long terme ne sont pas divulgués. Outre d'autres préoccupations concernant les pratiques de rémunération de l'entreprise, les points 14-16 et 18-19 ont justifié notre absence de soutien.

## Résultats

Bien que l'entreprise soit majoritairement contrôlée par la famille et que le flottant soit limité, les points ont fait l'objet d'un désaccord significatif, ce qui nous conforte dans l'idée que les investisseurs s'accordent sur les lacunes de l'entreprise. Les points relatifs à la rémunération, en particulier, ont suscité une opposition de plus de 15 % de la part des actionnaires qui ont voté lors de la dernière assemblée générale annuelle.



## Stellantis NV

13 avril 2022

**Principal déclencheur :** Participations importantes et préoccupations en matière de gouvernance

**Secteur :** Consommation discrétionnaire

**Point 2.c :** Approuver le rapport de rémunération

### Contexte

Le débat au sujet des éléments liés à la rémunération n'est pas nouveau pour le constructeur automobile Stellantis. En 2021, la politique de rémunération de l'entreprise a été critiquée et n'a été soutenue que par 55,8 % des actionnaires ayant voté. En 2022, la divulgation s'est légèrement améliorée en ce qui concerne les montants perçus par deux administrateurs exécutifs en 2021. Toutefois, nos préoccupations concernant la rémunération globale, qui comprenait un paiement lié à la fusion, sont restées vives.

### Notre vote

Plus précisément, la prime accordée à l'actuel directeur général dans le cadre de la fusion et le montant global sont jugés excessifs pour ce secteur, alors que la justification n'est pas convaincante (les régimes de rémunération proposés dans la politique de rémunération devraient déjà récompenser suffisamment les dirigeants pour leurs performances). Un autre problème est que le conseil d'administration a décidé de mettre en œuvre un plan d'intéressement à long terme unique sans communiquer les indicateurs clés de performance, et a confirmé que cette mise en œuvre est une

déviations de la politique sans fournir la justification d'un tel plan d'attribution exceptionnel et son équité, comme l'exige pourtant la loi.

### Résultats

Sur la base de ces préoccupations, nous avons voté contre le rapport de rémunération. Étant donné que la résolution n'a pas été adoptée lors de l'assemblée générale annuelle (52,1 % de votes contre), ces préoccupations sont partagées par la majorité des investisseurs qui attendent de nouveaux changements dans la gouvernance de l'entreprise.

# Softbank Group Corp

24 juin 2022

**Principal déclencheur :** Liste de suivi de l'engagement

**Secteur :** Services de communication

**Point 3.1 :** Élection du directeur, Masayoshi Son

## Contexte

Nous avons rencontré la société pour la première fois en 2021 dans le cadre d'une campagne d'engagement sur les titres obligataires et avons axé nos questions sur la structure de gouvernance et la *due diligence* en matière d'investissement. À l'époque, nous étions préoccupés par le cumul des rôles de PDG et Président, le plan de succession et l'indépendance du conseil d'administration. Il était important pour nous de faire part à l'entreprise de nos attentes globales envers toutes les entreprises dans lesquelles nous investissons, à savoir qu'elles devraient séparer les rôles de président et de directeur général, et qu'elles devraient adopter des plans de succession afin de fournir aux investisseurs un minimum de clarté sur la continuité de l'activité.

Nous avons également pris contact avec l'entreprise dans le cadre de notre initiative [Facial Recognition Technology Initiative](#), et l'avons interrogée sur les procédures qu'elle a mises en place pour évaluer, contrôler et atténuer les risques liés à cette technologie.

## Notre vote

Nous avons voté contre l'élection de Masayoshi Son parce qu'il est à la fois PDG, président du conseil d'administration et président de la société et que ces rôles sont cumulés sans qu'il y ait un mécanisme de contreponds suffisant au sein du conseil d'administration. Il exerce également une influence considérable en tant que fondateur et principal actionnaire de l'entreprise. Tout en reconnaissant qu'une telle séparation n'est pas une pratique courante au Japon, nous pensons qu'une entreprise mondiale en pleine croissance qui investit dans les technologies en pleine expansion devrait respecter les meilleures pratiques internationales pour limiter la prise de risques excessifs et garantir la stabilité de l'entreprise. Nous soulignons également la nécessité de planifier la succession. Nous notons également la nécessité de disposer d'un processus *de due diligence* et d'évaluation des risques étendu et complet pour leurs investissements existants et

futurs en fournissant une information claire et transparente sur les indicateurs clés de performance et les conditions afférentes en rendant compte des dialogues menés avec les entreprises en portefeuille et du processus d'identification des risques. Comme nous sommes préoccupés par l'absence d'un mécanisme de contreponds au niveau de la supervision, nous attendons de la société qu'elle fasse preuve de plus de transparence et qu'elle fournisse des indicateurs clés de performance ambitieux pour l'évaluation des risques.

## Résultats

Nous constatons que ce point est approuvé par 97,7 % des votes indépendants exprimés.

# Que nous réserve 2023 ?

## Mises à jour réglementaires aux États-Unis

L'un des développements les plus remarquables de l'année 2022 a été la carte de procuration universelle qui est entrée en vigueur le 1er septembre 2022. La nouvelle réglementation de la Securities and Exchange Commission (SEC) permet aux actionnaires de voter individuellement pour leur sélection préférée de candidats au conseil d'administration et de candidats dissidents lors d'une assemblée contestée, plutôt que de voter pour l'ensemble de la liste des candidats. Cette évolution importante permettra aux actionnaires de disposer d'un ensemble d'options plus élaboré. Les candidats aux postes d'administrateurs seront soutenus uniquement sur la base de leur matrice de compétences individuelles et de leur contribution potentielle aux conseils d'administration.

Ces nouvelles règles relatives aux cartes de procuration obligent les entreprises à revoir et éventuellement à modifier leurs statuts afin de donner aux dissidents suffisamment de temps dans le cas d'une élection contestée. Bien que nous maintenions notre position de longue date selon laquelle les propositions dissidentes doivent présenter un argumentaire justifiant le changement, nous nous attendons à ce que les nouvelles règles de procuration poussent davantage les investisseurs à examiner de près les cas d'administrateurs présentant des failles en matière de gouvernance, à partir de la saison de vote de 2023.

## ***Suivi minutieux des attributions et acquisitions d'actions en 2023***

Une autre de nos attentes pour 2023 fait suite aux défis posés par la pandémie de Covid-19 auxquels nous avons été confrontés pour la première fois en 2020. Les plans d'intéressement à long terme accordés en 2020 commenceront à entrer en période d'acquisition en 2023, et nous nous attendons à ce que les gains exceptionnels mettent à l'ordre du jour des comités de rémunération les sujets des périodes d'acquisition des droits et de la mesure de la performance des dirigeants. À titre d'exemple, les

conseils d'administration ont accordé un grand nombre d'attributions d'actions supplémentaires en 2020 en raison de la chute importante du cours des actions lors de l'épidémie de Covid-19. La plupart des attributions effectuées en 2020 dans un environnement incertain doivent entrer en période d'acquisition et nous nous attendons à ce que les comités de rémunération en tiennent compte lorsqu'ils détermineront les modalités d'attribution et d'acquisition, ce qui pourrait réduire les montants des attributions.

## La pré-déclaration des votes comme outil d'escalade

Suite à la mise à jour de notre politique de vote 2023 pour introduire la pré-déclaration des votes, nous prévoyons désormais d'annoncer nos intentions de vote pour les assemblées générales "sensibles". L'objectif de ce changement est d'améliorer la transparence et la collaboration pour les investisseurs et les autres parties prenantes, en fournissant davantage de clarté sur la manière dont les activités d'investissement responsable sont mises en œuvre. Nous avons fait notre première pré-déclaration de vote en 2022, avant l'AG de la Compagnie de Saint-Gobain. Nous avons

annoncé notre abstention sur les trois résolutions concernant les auditeurs et les états financiers. Bien que l'entreprise ait pris des engagements concrets pour améliorer la divulgation d'informations comptables relatives au climat, nous avons constaté que sa méthode d'intégration du climat dans ses états financiers comportait encore des lacunes.

Veillez noter qu' *une ou plusieurs résolutions* peuvent faire l'objet d'une déclaration préalable.

## Un cadre juridique plus solide pour les propositions "Say-on-Climate" ?

La pratique du *Say on Climate* se développe progressivement dans divers pays. En Europe, on la trouve principalement au Royaume-Uni et en France. À ce jour, il n'existe pas de cadre officiel pour structurer cette pratique et garantir un niveau de transparence égal entre toutes les entreprises.

Les débats lors des assemblées générales sont des occasions privilégiées pour les actionnaires de délibérer sur les orientations stratégiques des entreprises qu'ils détiennent. La possibilité de co-déposer des résolutions d'actionnaires est un autre outil puissant. Mais compte tenu de la complexité

du dépôt des résolutions externes dans certaines juridictions, ce levier pourrait être menacé.

Candriam envisage de s'engager auprès des parties prenantes telles que les régulateurs, les politiciens et les comités de place ou groupes de travail spécialisés pour faire pression en faveur de cadres SOC plus clairs et faciliter le co-dépôt de résolutions d'actionnaires sur les questions ESG.

**Pour plus d'informations, veuillez noter que Candriam publie tous ses votes ainsi que les justifications correspondantes pour les fonds ouverts actions de Candriam, depuis 2020, sur notre [tableau de bord de vote](#) dédié.**



**139 Mds €**

D'actifs sous gestion  
Décembre 2022\*



**600**

Experts  
à votre service



**25 ans**

Leader dans  
l'investissement  
responsable

\*A compter du 31/12/2022, Candriam a modifié la méthodologie de calcul des actifs sous gestion (AUM), et les AUM incluent désormais certains actifs, tels que les AUM non discrétionnaires, la sélection externe de fonds, les services de superposition, y compris les services de sélection ESG, les services [de conseil], les services de marque blanche et les services de livraison de portefeuilles modèles qui ne sont pas considérés comme des actifs sous gestion réglementaires, tels que définis dans le formulaire ADV de la SEC. Les actifs sous gestion sont exprimés en USD. Les actifs non libellés en USD sont convertis au taux au comptant à l'adresse au 31 décembre 2022.



**CANDRIAM. INVESTIR POUR DEMAIN.**  
**WWW.CANDRIAM.COM**

**CANDRIAM**   
A NEW YORK LIFE INVESTMENTS COMPANY